

L'abandon, en Mars 1983, sous le poids de la "contrainte extérieure", de la politique expansionniste et sociale qui fut celle de la première année de gouvernement socialiste, déploya, en 1984, tous ses effets, économiques bien sûr, mais surtout politiques. Face à une opinion de gauche désemparée, à une opinion de droite exaspérée, la coalition gouvernementale éclata et perdit toute ambition de direction politique et morale de la société. L'actualité se déporta vers les jeux d'échecs politiques (où le Président François Mitterrand manoeuvre comme un Grand Maître), tandis qu'à la base se développa un débat historique sur l'avenir racial et culturel de la Nation.

### ***IMMOBILISME ECONOMIQUE ET SOCIAL***

La "politique de rigueur" inaugurée au printemps 1983 avait pour but de rétablir les comptes extérieurs, ralentir l'inflation, reconstituer les profits des entreprises, moyennant une baisse du pouvoir d'achat des ménages. Sur tous ces points, la réussite est incomplète mais réelle. Au prix d'une baisse du pouvoir d'achat de 1,4% en deux ans, le déficit du commerce extérieur est ramené au rythme annuel de 20 milliards de francs, déficit couvert en 1984 par l'excédent des "services" (tourisme, assurances, revenus divers). L'endettement net de la France cesse donc d'augmenter. De

même, le recul du pouvoir d'achat des salaires, combiné aux gains de productivité accélérés, ramène la part des profits dans la valeur ajoutée au niveau du milieu des années 1970, dans la période "bénigne" de la crise. Enfin, le taux d'inflation s'est considérablement rapproché de la moyenne européenne.

Mais ces bons résultats sont intimement liés à la reprise de l'expansion mondiale tirée par le déficit commercial américain. Les débouchés qu'elles ne trouvent plus en France, les entreprises doivent les chercher à l'extérieur, encore qu'elles y perdent des parts de marché, du fait de la surévaluation permanente du franc, qu'aucune dévaluation n'est encore venue corriger deux ans après celle de Mars 1983. Et cela ne suffit pas à compenser la baisse de la consommation des produits industriels par les ménages (-5,6%): la croissance (2% en deux ans) est ramenée au plus bas niveau parmi les pays industrialisés. Résultat: le chômage croît d'un demi million de personnes en deux ans.

La nouvelle équipe gouvernementale mise en place en Juillet 1984 autour de Laurent Fabius et du ministre des finances Pierre Bérégovoy n'infléchira pas cette politique, si ce n'est par une prudente baisse du taux d'intérêt (sans grand effet sur les entreprises qui ne voient guère d'occasion

d'investir, malgré des profits restaurés). La baisse des impôts décidée pour 1985 ranimera toutefois légèrement la demande, à quelques mois des élections de 1986... si les soubresauts de l'économie américaine ne viennent pas modifier le paysage.

Dans ces conditions, l'appel de Laurent Fabius au "rassemblement pour la modernisation" ne peut guère avoir d'effet. L'investissement, qui recommence à croître fin 1984, ne peut compenser la baisse des effectifs dans les branches en déclin (charbonnages, sidérurgie, chantiers navals) ou en restructuration intense (automobile). Faute d'une stimulation économique de l'emploi, le ministre du travail Michel Delebarre, sans oser relancer la réduction du temps de travail, pousse quelques innovations sociales importantes: les Travaux d'Utilité Collective, les Contrats de Formation - Reclassement. Il s'agit de remplacer le simple versement d'allocations chômage par le financement, pour les chômeurs, d'activités socialement utiles ou de stages de reconversion. Cette politique obtient au début de 1985 un succès réel dans les statistiques du chômage. Mais le débat politique et syndical sur ces innovations potentiellement fécondes reste assez médiocre. Plus généralement, cette idée d'un usage "productif" des fonds de l'Etat-Providence recule au bénéfice de la vogue libérale qui, sur le terrain social, prend le nom

de "flexibilité". En Décembre 1984, plusieurs syndicats, dont la CFDT, vont jusqu'à négocier avec le patronat, pour de très faibles contreparties, de graves abandons sur la législation sociale: l'opposition de la base fait rejeter l'accord.

### ***LE QUI-PERD-GAGNE POLITICIEN***

Dans cette ambiance économique et sociale morose, la base populaire de la gauche se délite: les classes moyennes rejoignent la droite, les classes populaires refluent vers l'abstention. Les élections européennes à la proportionnelle de Juin 1984 mesure l'étendue du désastre: la gauche tombe en dessous de 40% (dont 11% pour le PCF), la droite, devient majoritaire... avec une extrême droite de 11% (le Front national de M. Jean Marie Le Pen). Le Président Mitterrand n'a plus qu'une carte à jouer: son génie manoeuvrier. Il y excelle.

L'offensive lancée par les partis de gauche pour l'unification du système scolaire dans le cadre public n'avait suscité aucune mobilisation de masses: l'école publique, excellent appareil de promotion sociale des classes moyennes, avait toujours été perçue majoritairement comme excluante, voire humiliante, dans les classes populaires. En revanche, la perspective d'une perte d'indépendance des

écoles privées provoque une large opposition habilement canalisé par la droite et cautionnée par l'Eglise. La majorité parlementaire peut voter la loi scolaire qu'elle veut, mais l'opposition exige un référendum qu'elle est sûre de remporter. Cette opposition réunit en Juin 1984 sur une gigantesque manifestation de deux millions de personnes. Coïncé entre les urnes et la rue, le Pouvoir se trouve dramatiquement isolé.

En juillet, le Président rompt miraculeusement l'encercllement. Il retire la loi scolaire, propose un référendum sur la possibilité d'organiser un référendum scolaire, et change de gouvernement. Le Parti Communiste en profite pour quitter la majorité gouvernementale, mais la question scolaire est noyée dans les subtilités juridiques autour du référendum, qu'il ne reste plus qu'à enterrer à son tour. Le nouveau ministre de l'Education, J.P. Chevènement, fait voter des aménagements "simples et pratiques" qui rognent les avantages exorbitants de l'enseignement privé, puis se lance dans une campagne en faveur de "l'élitisme républicain": une restructuration de l'autorité des maîtres et du culte du savoir dans l'école publique. Cette réhabilitation de l'idéal laïc de la III<sup>e</sup> République satisfait la majorité des enseignants et des parents, mais laisse entière la crise de l'école: son incapacité à faire

goûter et à transmettre une culture élitiste dans les classes populaires.

La question scolaire (la fausse, celle de la séparation publique-privée) à peine éteinte, s'ouvre la crise de Nouvelle Calédonie. Territoire français du Pacifique, avec 40% d'indigènes Kanaks, 40% d'européens, 20% d'immigrants venus d'Océanie, la Nouvelle Calédonie est un cas d'espèce dans l'histoire de la décolonisation: le peuple dominé y est minoritaire (contrairement à l'Algérie) mais peut redevenir démographiquement majoritaire (contrairement aux colonies de peuplement, comme l'Argentine ou l'Australie). La démocratie formelle ne peut résoudre le problème. Le 18 Novembre 1984, le Front National de Libération Kanak et Socialiste organise le boycott violent des élections pour l'assemblée locale, débouchant ainsi sur une coupure du territoire entre Nouméa, la capitale blanche, avec son gouvernement "légal", et la brousse en insurrection. L'émissaire du gouvernement, Edgar Pisani, met au point une solution de compromis, "l'indépendance-association", qui reconnaît aux Kanaks une souveraineté théorique tout en imposant des garanties sur la présence ultérieure de la France et des Français. Ce schéma ne peut fonctionner que s'il obtient à l'avance le consensus de tous. Or, si une large majorité, en France comme en Nouvelle Calédonie, est persuadé de l'inéluctabilité de

l'indépendance, la majorité des colons s'y oppose. La droite, locale et métropolitaine, organise une violente campagne contre le plan Pisani, dans le but d'en tirer bénéfice au plan électoral. Cet objectif ne sera pas atteint, mais le résultat local est le recul de toute solution raisonnable.

Pendant ce temps, l'image pragmatique, moderniste, gestionnaire, "désidéologisée", que le jeune Premier ministre donne de lui-même, lui conquiert progressivement une large popularité, qui ne retentit nullement sur le Parti Socialiste ou le Président. Symétriquement, le PCF, lancé dans une opposition "de gauche" sectaire, n'en recueille pas davantage de fruits. Les élections cantonales de Mars 1985 confirme le large écart en faveur de la droite, hypothéqué par le poids en son sein de l'extrême droite. Le Président réussit alors une nouvelle manoeuvre: l'adoption du scrutin proportionnel pour les prochaines élections législatives de 1986. Les modalités techniques (répartition des restes à la plus forte moyenne sur base départementale) défavorise les petites formations, mais divise les formations moyennes de l'opposition, et laisse au Président l'espoir de pouvoir manoeuvrer au centre gauche, même en cas de victoire numérique de la droite: car celle-ci devrait gouverner ou avec le P.S. qui reste le seul "gros" parti, ou avec le Front National, parti raciste et autoritaire.

**LIBERALISME ET RACISME**

Ces habiles manoeuvres ne peuvent cacher l'immense recul des valeurs de la gauche dans l'opinion. Le premier indice en est la nouvelle hégémonie des mythes libéraux. Le laissez-faire, l'individualisme, la libre entreprise, apparaissent dans les sondages comme les panacées universelles. La foi dans une maîtrise collective du progrès, et d'abord dans les issues collective à la crise, s'est effondrée. Au "chacun pour soi et que le meilleur gagne" de la droite ne s'oppose plus, dans le discours gouvernemental, que l'affirmation selon laquelle le dynamisme de chacun, à travers la modernisation du pays, ne peut que correspondre à l'intérêt de tous. Pourtant une analyse plus précise des sondages révèle une sorte de schizophrénie de l'opinion publique: la confiance dans les vertus de l'individualisme coexiste avec la volonté de sauvegarder les avantages de la solidarité nationale telle que l'organise l'Etat-Providence. Dans cette confusion, le choix gouvernemental d'abaisser le niveau des prélèvements obligatoires est aussitôt affecté par sa conséquence mécanique: le recul de la protection sociale des chômeurs, l'aggravation de la situation des "nouveaux pauvres".

Encore plus grave est la question du racisme.



L'épouvantail de "l'insécurité liée à l'immigration" avait été le cheval de bataille de la droite aux élections municipales de Mars 1983. Le tabou sur le racisme imposé par l'horreur nazie étant ainsi levé, le champ était libre pour l'extrême droite qui, on l'a vu, bondit à 10% en 1984. Ce phénomène ne fait bien sûr que révéler une tendance latente de la société française. D'autant qu'elle est placée devant un choix historique: elle qui s'est construite par immigration (1 français sur 3 a l'un de ses grands parents immigrés), mais une immigration européenne et catholique, va-t-elle accepter de s'incorporer une nouvelle vague, plus sombre de peau et souvent musulmane? Seul débat de fond clairement posé dans ces tristes années, la question du racisme, auquel le gouvernement répond par des mesures très contestables de limitation du regroupement familial, suscite pourtant une lueur d'espoir: le succès, auprès de la jeunesse, des "marches des Beurs" (immigrés de la seconde génération), du mouvement "SOS-Racisme", et de son célèbre badge "Touche pas à mon pote".

Dans un paysage idéologique qui ramène le balancier politique au niveau du début des années 1960, germe là peut-être la relève, pour une renaissance future d'une gauche renouvelée...